

Le programme de vaccination d'Israël est moralement indéfendable

Description

Par Omar Karmi, 15 janvier 2021



Un homme est testé pour le COVID-19 à Gaza. L'exclusion de cinq millions de Palestiniens en territoire occupé du programme de vaccination d'Israël est moralement indéfendable, dit l'ONU. (Ashraf Amra / APA images)

L'exclusion par Israël de cinq millions de personnes de son programme de vaccination contre la COVID-19 continue de soulever des protestations.

Cette semaine, l'ONU a appelé Israël à assurer un accès rapide et équitable à la vaccination pour les Palestiniens qui vivent sous son occupation.

Depuis qu'Israël a commencé sa campagne de vaccination, des organisations de défense des droits palestiniens, israéliens et internationales ont protesté contre le fait que le pays manque ses obligations en tant que puissance occupante en n'offrant pas de vaccins aux Palestiniens du territoire occupé.

C'est une politique, a dit le 6 janvier Amnesty International, qui met en évidence la discrimination institutionnelle d'Israël.

Israël et spécialement le Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui va encore affronter une nouvelle élection à la fin mars, juste au moment où il est prévu que le programme de vaccination aura touché la plupart des Israéliens est fier d'un programme qui a vu apparemment dix pour cent de sa population vaccinée en moins d'un mois.

Les Palestiniens détenteurs de la citoyenneté israélienne sont éligibles, comme le sont les résidents palestiniens de Jérusalem Est et les colons juifs qui vivent – contrairement au droit international – en Cisjordanie occupée.

Mais les responsables israéliens se sont débattus pour expliquer et intentionnellement induire en erreur quand on les a interrogés sur la raison pour laquelle ils n'ont pas étendu ce programme aux cinq millions de Palestiniens du territoire occupé.

Obligations et le jeu des reproches

En tant que puissance occupante, Israël a la responsabilité selon le droit international, dont l'article 56 de la Quatrième Convention de Genève, d'assurer la santé publique et

lâ??hygiÃ¨ne dans le territoire occupÃ© Â».

Lâ??article 56 fait Â« particuliÃ¨rement rÃ©fÃ©rence Ã lâ??adoption et Ã lâ??application des mesures prophylactiques et prÃ©ventives nÃ©cessaires pour combattre lâ??extension des maladies contagieuses et des Ã©pidÃ©mies Â».

Mais les responsables israÃ©liens ont mis en avant que les accords dâ??Oslo avaient supplantÃ© le droit international, laissant lâ??AutoritÃ© Palestinienne responsable.

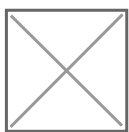
Dâ??aprÃ¨s les Accords dâ??Oslo, lâ??AP est supposÃ©e maintenir les standards internationaux de vaccination.

Cependant, ce nâ??est pas la mÃªme chose quand on rÃ©pond Ã une pandÃ©mie mondiale. Et les accords intÃ©rimaires de 1995 mentionnent spÃ©cifiquement et sÃ©parÃ©ment les Ã©pidÃ©mies, appelant IsraÃ©l, dans lâ??article 17, Ã aider lâ??AP Ã combattre Â« les Ã©pidÃ©mies et les maladies contagieusesâ?;! [et] â?! Ã Ã©laborer des mÃ©thodes pour Ã©changer des dossiers et des documents mÃ©dicaux Â».

Lâ??organisation israÃ©lienne Gisha de dÃ©fense des droits de lâ??homme a rejetÃ© lâ??idÃ©e que les accords dâ??Oslo annuleraient les obligations dâ??IsraÃ©l selon le droit international. Quel que soit le rÃ©le jouÃ© par les autoritÃ©s palestiniennes en Cisjordanie et Ã Gaza, a dit Gisha dans un communiquÃ© au dÃ©but de ce mois, Â« cela ne dispense pas IsraÃ©l de son ultime responsabilitÃ© envers les Palestiniens qui vivent sous occupation Â».

Jeudi, des experts des droits de lâ??homme de lâ??ONU ont eux aussi rejetÃ© cet argument.

Â« Il faut interprÃ©ter et appliquer les accords dâ??Oslo conformÃ©ment au droit international, et on ne peut les faire dÃ©roger Ã leurs protections Ã©tendues Â», ont dÃ©clarÃ© les experts. Â« Lâ??ultime responsabilitÃ© des services de santÃ© demeure dans les mains de la puissance occupante jusquâ??Ã la fin totale et complÃ¨te de lâ??occupation. Â»



Selon lâ??ONU, la dÃ©cision dâ??IsraÃ©l dâ??exclure les Palestiniens sous son autoritÃ© est indÃ©fendable.

Â« Moralement et juridiquement, cet accÃ¨s diffÃ©rentiÃ© aux soins de santÃ© nÃ©cessaires dans le cadre de la pire crise sanitaire mondiale en un siÃ¨cle est inacceptable. Â»

Lâ??AP dans lâ??embarras

IsraÃ©l a Ã©galement reprochÃ© Ã lâ??AP de ne pas avoir demandÃ© de lâ??aide tandis que les responsables ont essayÃ© de repousser les critiques.

Â« IsraÃ©l veut bien aider les Palestiniens, mais il faut dâ??abord ouvrir un dialogue avec eux Â», a dit en dÃ©cembre un responsable du ministÃ¨re israÃ©lien de la DÃ©fense au *Jerusalem Post*.

« Jusqu'ici maintenant, malheureusement, ce dialogue n'a pas eu lieu. Nous attendons toujours que l'Autorité Palestinienne nous contacte sur ce sujet. »

Et les responsables de l'AP eux-mêmes ont brouillé les cartes en envoyant des signaux contradictoires. Un responsable anonyme a dit le mois dernier au *Jerusalem Post* que l'AP ne s'attendait pas à ce que Israël leur vende ou leur procure quelque vaccin que ce soit.

Pourtant, ce mois-ci, le ministre des Affaires Étrangères de l'AP a annoncé que, bien que l'AP ait des obligations envers sa propre population, cela ne dispensait en rien Israël de ses obligations juridiques et humanitaires internationales.

« En tant qu'occupant illégal de l'État de Palestine, Israël a un contrôle absolu et total sur tous les passages et les frontières ainsi que sur l'espace aérien. »

La déclaration faisait aussi remarquer qu'Israël n'autorise en aucun cas l'AP à agir à Jérusalem Est occupée ou dans la Zone C de Cisjordanie, qui représente environ 60 % de la région.

Par ailleurs, et en contradiction apparente avec sa position officielle disant qu'il est prêt à aider, on rapporte qu'Israël a rejeté une demande officieuse de l'Organisation Mondiale de la Santé pour qu'il mette des vaccins à la disposition des travailleurs de santé.



Bel Trew ✓
@Beltrew



Despite the world's speediest vaccine rollout & intl legal obligations-#Israel rejected requests from @WHO & Palestinian Authority for 10,000 #coronavirus jabs to inoculate frontline health workers since Palestinians won't get jabs for at least a month 1/



Israel rebuffs WHO vaccine request for Palestinian medics
Citing shortages, Israel declines informal plea to make jabs available for Palestinian frontline workers to avert health disaster during the month-lo...
[independent.co.uk](https://www.independent.co.uk)

4:00 PM · Jan 8, 2021



Une pandémie qui fait rage

Sur le terrain, les Palestiniens craignent que la COVID-19 ne se répande hors de tout contrôle.

L'AP est à court d'argent et peu capable d'offrir un programme de vaccination de masse sans aide internationale.

Par ailleurs, la capacité réduite en soins de santé en Cisjordanie occupée signifie que la zone, où vivent trois millions de Palestiniens, n'a que deux congélateurs capables de stocker le vaccin Pfizer, qui exige des conditions spéciales de stockage, ce qui rend cette possibilité particulièrement difficile à réaliser.

Jusqu'ici, l'AP a été incapable d'offrir aucun vaccin à quiconque et, bien qu'il y ait des accords en discussion avec quatre fabricants de vaccins, aucune livraison n'est attendue avant des semaines.

Le problème est spécialement aigu dans la Bande de Gaza densément peuplée, où quelque 2 millions de personnes sont maintenues au bord de la famine depuis 14 ans par un blocus israélien et égyptien.

L'État, un secteur de santé délabré, sapé par presque quinze ans de sanctions, se débattait déjà pour assurer une suffisance en médicaments essentiels quand les premiers cas de transmission de COVID-19 dans la communauté ont été diagnostiqués.

Jusqu'ici, près de 170.000 Palestiniens du territoire occupé ont contracté la COVID-19.

Il y a eu plus de 1.800 morts.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. apartheid médical
2. apartheid vaccinal
3. coronavirus
4. Covid
5. Israël
6. tendre à paule
7. vaccination

date créée

2021/01/20